

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions - TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage , Phase III

Core 0A1 / Noyau 0A1

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Science Procurement Directorate/Direction de
l'acquisition de travaux scientifiques
11C1, Phase III
Place du Portage
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet Maintenance of Non-Prop NRTSD Sys		
Solicitation No. - N° de l'invitation W8474-11JS23/A		Amendment No. - N° modif. 004
Client Reference No. - N° de référence du client W8474-11JS23		Date 2012-08-08
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$\$V-051-24628		
File No. - N° de dossier 051sv.W8474-11JS23	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-08-22		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes		
Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: John Caldwell		Buyer Id - Id de l'acheteur 051sv
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-1373 ()		FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: See Herein - Voir ci-dessous		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TITRE : Capacité de détection de navires en temps quasi réel (DNTQR) - Entretien non exclusif

Les modifications indiquées ci-dessous sont apportées à la demande de propositions (DP) en objet. Ces modifications comprennent les éléments suivants :

- la publication des questions posées par les soumissionnaires et les réponses à ces questions;
- les modifications à la DP.

1.0 QUESTIONS ET RÉPONSES

Question 1 : CCUA 2035-05 : Dans l'éventualité où l'entrepreneur devrait poursuivre les travaux pendant un différend, peut-il exécuter les travaux conformément au contrat selon la méthode des frais remboursables jusqu'au règlement du différend ou jusqu'à ce que d'autres mesures soient prises?

Réponse 1 : Non. Il n'est pas jugé approprié de définir une disposition de gestion des différends contractuels qui annule un élément fondamental d'un contrat lorsque l'événement qui déclencherait une telle disposition ne peut être défini à l'avance.

Question 2 : CCUA 2035-11 : Dans l'éventualité où l'État n'accepterait pas ni n'approuverait les livrables, y compris les documents, dans la période d'examen stipulée au contrat ou dans un délai de 30 jours si aucune période n'a été déterminée, les livrables ou les documents pourront-ils être considérés comme acceptés et approuvés, afin d'éviter les effets sur les travaux et l'échéancier?

Réponse 2 : Les conditions générales faisant partie des clauses du contrat subséquent sont modifiées dans la présente en réponse à cette question.

Question 3 : Les clauses visant la propriété intellectuelle accordent des droits illimités à l'État même si l'entrepreneur ou le sous-traitant restent propriétaires des renseignements originaux et des renseignements de base. Les restrictions préexistantes qui sont indépendantes de la volonté de l'entrepreneur ou font partie intégrante des activités de base de l'entrepreneur ou du sous-traitant et sont sensibles sur le plan de la concurrence pourraient limiter la divulgation, la diffusion, l'octroi de sous-licences ou le transfert de titres. Il se pourrait qu'un entrepreneur ne puisse transférer un titre ou un code source appartenant à un sous-traitant. Est-il possible d'atténuer cette responsabilité par l'ajout au contrat d'un passage à cet égard?

Réponse 3 : Les droits de licence accordés au Canada aux termes des conditions générales supplémentaires ne sont pas «illimités». Tout d'abord, à l'article 03 des conditions générales supplémentaires 4006, on accorde au Canada une licence pour les activités du Canada seulement; il n'y a aucun transfert de propriété en ce qui concerne les renseignements originaux et les renseignements de base. Toute référence à quelque partie que ce soit du logiciel sous licence dans le contrat comme un bien livrable doit être interprétée comme une référence selon laquelle l'entrepreneur accorde au Canada une licence d'utilisation du logiciel sous licence et non les droits de propriété intellectuelle sur le logiciel sous licence. De plus, puisque ce besoin comprend la maintenance d'un logiciel normalisé dans le commerce, pour ce type de logiciel, l'obligation de l'entrepreneur de mettre le code source à la disposition du Canada ne s'applique qu'à tout code source qui est sous le contrôle de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant, ou qui peut être obtenu par l'un d'eux.

Question 4 : À l'annexe A - Énoncé des travaux, les sections 3.4.1.1 et 3.4.1.2 contiennent des exigences obligatoires relatives aux études qui sont identiques pour les catégories de main-d'oeuvre ingénieur principal de système et ingénieur intermédiaire de système, soit :
 "il doit posséder un baccalauréat ou une maîtrise en génie électrique ou de système d'une université canadienne reconnue ou un diplôme équivalent, comme mentionné à la section 3.4"

Serait-il possible d'étendre cette liste des diplômes acceptés pour y inclure ceux en informatique et science de l'information, en science appliquée ou dans une discipline liée au domaine géospatial? Les soumissionnaires auraient ainsi accès à un plus grand nombre de candidats qualifiés ayant de l'expérience dans les domaines demandés, ce qui pourrait permettre de réduire les coûts pour le Canada tout en fournissant le soutien nécessaire.

Réponse 4 : À l'annexe A - Énoncé des travaux, les sections 3.4.1.1 et 3.4.1.2 sont modifiées dans la présente.

Question 5: En raison des produits en vente libre dans le commerce dont il faudra assurer la maintenance conformément à cette exigence, il sera difficile d'atteindre le niveau de contenu canadien exigé. Cette exigence peut-elle être modifiée?

Réponse 5: Les exigences relatives à l'attestation du contenu canadien faisant partie intégrante de la demande de soumissions ainsi que les clauses du contrat subséquent sont modifiées dans la présente en réponse à cette question.

2.0 MODIFICATION DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

2.1 **RENOI :** Partie 1 de la demande de propositions W8474-11JS23/A - Renseignements généraux
AJOUTER: Le texte suivant au point 2 - Résumé :

« Pour ce besoin, une préférence est accordée aux produits et(ou) aux services canadiens. »

2.2 **RENOI :** Partie 4 de la demande de propositions W8474-11JS23/A - Procédures d'évaluation et méthode de sélection, point 1 - Procédures d'évaluation
AJOUTER: Le texte suivant au point 1 - Procédures d'évaluation :

“(c) L'équipe d'évaluation devra d'abord déterminer si trois (3) soumissions ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien. Si c'est le cas, seulement les soumissions accompagnées d'une attestation valide seront évaluées selon le processus d'évaluation, sinon toutes les soumissions reçues seront évaluées. Si des soumissions accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, et qu'il reste moins de trois soumissions recevables accompagnées d'une attestation valide, l'équipe poursuivra l'évaluation des soumissions accompagnées d'une attestation valide. Si toutes les soumissions accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, alors toutes les autres soumissions reçues seront évaluées.”

- 2.3 **RENOI :** Partie 5 de la demande de soumissions W8474-11JS23/A -
Clauses du Contrat Subséquent, clause 2.1 - Conditions
générales
- AJOUTER:** La clause suivante à la partie 5 de la demande de soumissions
W8474-11JS23/A.

“2. Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission les attestations dûment remplies reproduites à la pièce jointe 9, Attestations exigées avec la soumission.”

- 2.4 **RENOI :** Partie 7 de la demande de propositions W8474-11JS23/A - Clauses du
Contrat Subséquent, clause 2.1 - Conditions générales
- SUPPRIMER :** Clause 2.1 - Conditions générales au complet.
- INSÉRER :** Clause 2.1 - Conditions générales suivant:

“2.1 Conditions générales

2035 (2012-03-02), Conditions générales - besoins plus complexes de services, les modifications ci-après s'appliquent au présent contrat et en font partie intégrante.

La section 11 intitulée « Inspection et acceptation des travaux » est supprimée et remplacée par ce qui suit :

“11 Inspection et acceptation des travaux

1. Tous les travaux sont soumis à l'inspection et à l'acceptation par le Canada. L'inspection et l'acceptation des travaux par le Canada ne relèvent pas l'entrepreneur de sa responsabilité à l'égard des défauts et des autres manquements aux exigences du contrat. Le Canada aura le droit de rejeter tout travail non conforme aux exigences du contrat et d'exiger une rectification ou un remplacement aux frais de l'entrepreneur.
2. Sauf indication contraire, les livrables présentés dans le cadre du contrat doivent être approuvés par le Canada. Les livrables seront considérés comme ayant été approuvés par le Canada à moins d'avoir été refusés par écrit par le Canada dans les trente (30) jours civils suivant la réception des livrables par le Canada ou suivant toute autre période expressément convenue. Un livrable sera refusé si le Canada considère qu'il ne satisfait pas de façon raisonnable aux exigences contractuelles. Dans l'éventualité où le Canada refuserait un livrable, il devra, dans la période énoncée ci-dessus, expliquer à l'entrepreneur la raison pour laquelle il considère que le livrable ne satisfait pas de manière raisonnable aux exigences contractuelles et préciser les changements à apporter. L'entrepreneur devra faire les changements nécessaires pour rendre les livrables acceptables pour le responsable technique. Les livrables modifiés et soumis de nouveau seront considérés comme ayant été approuvés par le Canada à moins d'avoir été refusés par écrit dans les trente (30) jours civils suivant la réception par le Canada des livrables modifiés ou suivant toute autre période expressément convenue.
3. L'entrepreneur doit permettre aux représentants du Canada, en tout temps durant les heures de travail, d'accéder à tous les lieux où toute partie des travaux est exécutée. Les représentants du Canada peuvent procéder à leur

gré à des examens et à des vérifications. L'entrepreneur doit fournir toute l'aide, les locaux, tous les échantillons, pièces d'essai et documents que les représentants du Canada peuvent raisonnablement exiger pour l'exécution de l'inspection. L'entrepreneur doit expédier lesdits échantillons et pièces d'essai à la personne ou à l'endroit indiqué par le Canada.

4. L'entrepreneur doit inspecter et approuver toute partie des travaux avant de le soumettre pour acceptation ou livraison au Canada. L'entrepreneur doit tenir un registre des inspections à la fois précis et complet qu'il doit mettre à la disposition du Canada, sur demande. Les représentants du Canada peuvent tirer des copies et des extraits des registres pendant l'exécution du contrat et pendant une période maximale de trois ans après la fin du contrat."

2.5 **RENOI :** Partie 7 de la demande de propositions W8474-11JS23/A - Clauses du Contrat Subséquent, clause 8.2 - A3060C (2008-05-12) Attestation du contenu canadien.

SUPPRIMER : Clause 8.2 - A3060C (2008-05-12) Attestation du contenu canadien, au complet.

2.6 **RENOI :** l'annexe A, - Énoncé des travaux, Section 3.4.1.1

SUPPRIMER : l'annexe A, - Énoncé des travaux, Section 3.4.1.1, au complet.

INSÉRER : l'annexe A, - Énoncé des travaux, Section 3.4.1.1, suivant:

"3.4.1.1 Ingénieur principal de système - Qualifications

L'ingénieur principal de système doit avoir toutes les qualifications suivantes :

1. Posséder un baccalauréat ou une maîtrise :
 - a) en génie électrique ou de système; ou
 - b) en informatique, science appliquée ou technologie géospatiale; d'une université canadienne reconnue ou un diplôme équivalent, comme mentionné à la section 3.4;
2. il doit avoir au minimum sept (7) ans d'expérience Pertinente en génie électrique ou de système acquise au cours des dix (10) dernières années (à partir de la date de clôture de la soumission);
3. 3.1 Lorsque l'ingénieur principal de système proposé possède un baccalauréat ou une maîtrise conformément au point 1.a) ci-dessus, il doit posséder au moins un total de sept (7) années d'expérience pertinente, accumulées au cours des dix (10) dernières années (calculée à partir de la clôture de la soumissions) dans au moins **trois (3)** des domaines suivants :
 - a. équipement informatique (en installation ou en maintenance);
 - b. systèmes à satellite - composante spatiale (spécification, conception ou production);
 - c. systèmes à satellite - composante au sol (installation ou maintenance);

- d. antennes (spécification, conception, production, installation ou maintenance);
- e. systèmes de suivi d'antenne et équipement connexe (spécification, conception, production, installation ou maintenance);

3.2 Lorsque l'ingénieur principal de système proposé possède un baccalauréat ou une maîtrise conformément au point 1.b) ci-dessus, il doit posséder au moins un total de sept (7) années d'expérience pertinente, accumulées au cours des dix (10) dernières années (calculée à partir de la clôture des soumissions) dans au moins **quatre (4)** des domaines suivants :

- a. équipement informatique (en installation ou en maintenance);
- b. systèmes à satellite - composante spatiale (spécification, conception ou production);
- c. systèmes à satellite - composante au sol (installation ou maintenance);
- d. antennes (spécification, conception, production, installation ou maintenance);
- e. systèmes de suivi d'antenne et équipement connexe (spécification, conception, production, installation ou maintenance);

4. il doit avoir au minimum un total de cinq (5) ans d'expérience Pertinente combinée, acquise au cours des dix (10) dernières années (à partir de la date de clôture de la soumission) dans au moins deux (2) des domaines suivants :

- a. techniques de traitement numérique du signal;
- b. architecture de mini-ordinateur;
- c. programmation et liaison par interface;
- d. mécaniques de satellite en orbite;
- e. propagation d'ondes radioélectriques.

5. il doit avoir une expérience Pertinente dans l'utilisation d'au moins un des équipements d'essai suivants : analyseur de spectre, générateur de signaux ou oscilloscope."

2.7 **RENOI :** l'annexe A, - Énoncé des travaux, section 3.4.1.2

SUPPRIMER : l'annexe A, - Énoncé des travaux, section 3.4.1.2, au complet.

INSÉRER : l'annexe A, - Énoncé des travaux, section 3.4.1.2, suivant :

"3.4.1.2 Ingénieur intermédiaire de système - Qualifications

L'ingénieur intermédiaire de système doit avoir toutes les qualifications suivantes:

:

1. Posséder un baccalauréat ou une maîtrise :
 - a). en génie électrique ou de système; ou
 - b). en informatique, science appliquée ou technologie géospatiale; d'une université canadienne reconnue ou un diplôme équivalent, comme mentionné à la section 3.4;

-
2. il doit avoir au minimum quatre (4) d'expérience Pertinente expérience en génie électrique et de système acquise au cours des dix (10) dernières années (à partir de la date de clôture de la soumission);

 3.
 - 3.1 Lorsque l'ingénieur intermédiaire de système proposé possède un baccalauréat ou une maîtrise conformément au point 1.a) ci-dessus, il doit détenir au moins un total de quatre (4) années d'expérience pertinente, accumulées au cours des dix (10) dernières années (calculée à partir de la clôture des soumissions) dans n'importe lequel des domaines suivants :
 - a). équipement informatique (en installation ou en maintenance);
 - b). systèmes à satellite - composante spatiale (spécification, conception ou production);
 - c). systèmes à satellite - composante au sol (installation ou maintenance);
 - d). antennes (spécification, conception, production, installation ou maintenance);
 - e). systèmes de suivi d'antenne et équipement connexe (spécification, conception, production, installation ou maintenance);

 - 3.2 Lorsque l'ingénieur intermédiaire de système proposé possède un baccalauréat ou une maîtrise conformément au point 1.b) ci-dessus, il doit détenir au moins un total de quatre (4) années d'expérience pertinente, accumulées au cours des dix (10) dernières années (calculée à partir de la clôture des soumissions) dans n'importe lequel des domaines des points 3.2.a) à 3.2.e) ci-dessous, mais comportant obligatoirement une expérience du domaine du point 3.2.d) ou du point 3.2.e) ci-dessous :
 - a). équipement informatique (en installation ou en maintenance);
 - b). systèmes à satellite - composante spatiale (spécification, conception ou production);
 - c). systèmes à satellite - composante au sol (installation ou maintenance);
 - d). antennes (spécification, conception, production, installation ou maintenance);
 - e). systèmes de suivi d'antenne et équipement connexe (spécification, conception, production, installation ou maintenance);

 4. il doit avoir au minimum un total de trois (3) ans d'expérience Pertinente combinée, acquise au cours des dix (10) dernières années (à partir de la date de clôture de la soumission) dans n'importe lequel des domaines suivants :
 - a. techniques de traitement numérique du signal;
 - b. architecture de mini-ordinateur;
 - c. programmation et liaison par interface;
 - d. mécaniques de satellite en orbite;

e. propagation d'ondes radioélectriques;

5. il doit avoir une expérience Pertinente dans l'utilisation d'au moins un des équipements d'essai suivants: analyseur de spectre, générateur de signaux ou oscilloscope."

- 2.8 **RENOI :** Pièce Jointe 4 - Critères Techniques Obligatoires et Cotés, section 2.3
SUPPRIMER : Le texte suivant en entier.

"Lorsque le diplôme en ingénierie électrique ou de système détenu par la ressource proposée dans le cadre des catégories de main-d'œuvre des ingénieurs principaux de système ou des ingénieurs intermédiaires de système décrites aux sections 3.4.1.1 et 3.4.1.2 de l'annexe A, Énoncé des travaux, a été obtenu à l'extérieur du Canada, le soumissionnaire devrait inclure dans sa soumission une preuve documentaire, provenant d'un service canadien reconnu d'évaluation des attestations d'études, démontrant que le diplôme détenu est équivalent à celui provenant d'une université canadienne reconnue."

INSÉRER : Le texte suivant pour remplacer la suppression précédente :

« Lorsque le diplôme détenu par la ressource proposée dans le cadre des catégories de main-d'œuvre des ingénieurs principaux de système ou des ingénieurs intermédiaires de système décrites aux sections 3.4.1.1 et 3.4.1.2 de l'annexe A, Énoncé des travaux, a été obtenu à l'extérieur du Canada, le soumissionnaire devrait inclure dans sa soumission une preuve documentaire, provenant d'un service canadien reconnu d'évaluation des attestations d'études, démontrant que le diplôme détenu est équivalent à celui provenant d'une université canadienne reconnue."

- 2.9 **RENOI :** Pièce Jointe 7- point 3, Attestation du contenu canadien
SUPPRIMER : Pièce Jointe 7- point 3, Attestation du contenu canadien, au complet.

- 2.10 **RENOI :** Pièce Jointe 7- Clause 3.1, clause du Guide des CCUA A3050T (2010-01-11), Définition du contenu canadien.
SUPPRIMER : Pièce Jointe 7- Clause 3.1, clause du Guide des CCUA A3050T (2010-01-11), Définition du contenu canadien, au complet.

- 2.11 **OBJET :** Pièce Jointe 9- Attestations Exigées Avec la Soumission
AJOUTER: Pièce Jointe 9- Attestations Exigées Avec la Soumission, voir ci-joint.

LES AUTRES MODALITÉS, CONDITIONS ET ÉLÉMENTS DE CETTE DEMANDE DE PROPOSITIONS DEMEURENT TOUS INCHANGÉS

PIÈCE JOINTE 9

ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION

1. Attestation du contenu canadien

Cet achat est conditionnellement limité aux produits canadiens et aux services canadiens.

Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande de soumissions, les soumissionnaires reconnaissent que seulement les soumissions accompagnées d'une attestation à l'effet que les produits et services offerts sont des produits canadiens et des services canadiens, tel qu'il est défini dans la clause A3050T, peuvent être considérées.

Le défaut de fournir cette attestation remplie avec la soumission aura pour conséquence que les produits et services offerts seront traités comme des produits non-canadiens et des services non-canadiens.

Le soumissionnaire atteste que :

- () au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission correspond à des produits canadiens et des services canadiens tel qu'il est défini au paragraphe 5 de la clause A3050T.

Pour de plus amples renseignements afin de déterminer le contenu canadien de plusieurs produits, plusieurs services ou une combinaison de produits et de services, consulter l'Annexe 3.6(9), Exemple 2 du guide des approvisionnements

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-approvisionnements/annexe/3/6>).

1.1 Clause du guide des CCUA A3050T (2010-01-11), Définition du contenu canadien